

Alain Dubourg
aldubourg@orange.fr

Maubourguet, le 22 mai 2023

De la victoire de l'extrême droite en France avant 2027 ?

Du possible, au probable, à la certitude

Possible

A la fin du quinquennat de François Hollande la victoire de l'extrême droite était potentiellement possible, mais peu probable. J'habitais à Paris dans le 11^{ème}, arrondissement « bobo » très social démocrate. Lorsque j'affirmais que la politique anti sociale de François Hollande ouvrait les portes à l'extrême droite, on me riait au nez, on me qualifiait de Cassandre [1].

Puis au second tour de l'élection présidentielle en 2017 qui positionnait Marie Le Pen face à Emmanuel Macron, ces mêmes personnes qui niaient la veille toute éventualité d'accès de l'extrême droite au pouvoir se sont mises à paniquer et à appeler hystériquement à voter Macron.

Me refusant de voter pour le fondé de pouvoir du capital financier néolibéral, je fus mis en quarantaine par certains de mon quartier, y compris d'ex-membres du PCF, qualifié de « Rouge-Brun », c'est à dire de communiste fasciste. Selon eux, je voulais la victoire de Marine Le Pen !

Probable

Le premier quinquennat d'Emmanuel Macron au service exclusif du capital a transformé la possibilité en probabilité d'une victoire de l'extrême droite à court terme.

J'étais cette fois dans le département des Hautes Pyrénées. Le même déni d'un risque de l'extrême droite au pouvoir m'était opposé avec l'argument, « *Jamais en France. Impossible !* ». La France est « *immunisée contre l'extrême droite* ».

Non, la France n'est pas immunisée contre l'extrême droite !

- Comme si la France n'avait pas eu et n'a pas des intellectuels, écrivains, journalistes et autres d'extrême droite, fascistes et même pro nazi. Ils sont malheureusement un élément constitutif de notre histoire et de son présent.
- Comme si la France n'avait pas connu d'épisodes de montées périlleuses de l'extrême droite telles la manifestation factieuse du 6 février 1934 ou la tentative avortée de putsch en 1958.
- Comme si la France n'avait pas eu un gouvernement d'extrême droite et à certains égards pro nazi avec le maréchal Pétain, sa milice et sa cohorte de fascistes. Est-il nécessaire de rappeler que le gouvernement pétainiste a été investi le 10 juillet 1940 des pleins pouvoirs constituant par l'Assemblée Nationale française, c'est à dire par les représentants du peuple ? Seulement 80 parlementaires sur 544 ont voté contre.

¹ On aimait me préciser que **Cassandre** avait le don des prophéties mais était incapable de convaincre autrui de la validité de ses prédictions.

Les 60 députés communistes avaient été auparavant déchus de leur mandat le 16 janvier 1940 pour avoir refusé de condamner le pacte germano soviétique [2].

Possible, probable certitude ?

Le début du second quinquennat d'Emmanuel Macron risque de rendre certaine la victoire de l'extrême droite [3]. Tous les sondages indiquent que si l'élection présidentielle avait lieu en 2023, Marine Le Pen serait largement élue. Les électeurs français seraient donc prêts à mettre l'extrême droite au pouvoir.

Certes l'histoire réserve toujours des surprises, des bonnes et des mauvaises. Mais en l'occurrence les indicateurs et surtout leur tendance, plaident malheureusement dans ce sens.

Marine Le Pen sera-t-elle la prochaine présidente de la République française ?

Les sondages ne sont pas le seul critère de cette analyse prédictive. Plusieurs éléments conduisent à la conviction que l'accès de l'extrême droite au pouvoir en France deviendrait une certitude.

Vague brune sur l'Europe

La progression des extrêmes-droites partout dans le monde ne peut qu'interroger [4]. La cause est parfaitement identifiée : les dégâts du néolibéralisme qui ravage notre planète.

En Europe la vague brune submerge les pays scandinaves. Norvège, Suède, Danemark et Finlande ont tous enregistré des scores électoraux de plus de 20% pour les candidats d'extrême droite.

- En Finlande l'extrême droite vient d'accéder au pouvoir.
- En Suède l'extrême droite a passé un accord politique avec tous les partis de droite.
- Au Danemark l'extrême droite reste en dehors du gouvernement mais lui dicte son agenda politique.
- En Norvège le Parti du progrès d'extrême droite a obtenu 15,19% des voix en 2021.

Dans de nombreux autres pays européens l'installation au pouvoir de l'extrême droite est consommée. Dans d'autres son ascension est la caractéristique :

- En Pologne, en Hongrie et plus récemment en Italie, l'extrême droite est au pouvoir.
- L'extrême droite espagnole, représentée par Vox détient environ 15 % des sièges au parlement (identique au RN en France),
- En Belgique, le parti nationaliste flamand pèse 12 %.

² **Zeev Sternhell**, historien israélien professeur émérite à l'université de Jérusalem qualifie la dictature pétainiste « plus dure que la dictature fasciste en Italie » dans « *L'Histoire refoulée, La Rocque, Les Croix de feu et le fascisme français* », ed. du Cerf, Paris 2019 et « *Ni droite, ni gauche ; L'idéologie fasciste en France* », ed. Gallimard 2012

³ Mon affirmation se heurte certes à celle du secrétaire national du PCF, **Fabien Roussel** qui déclare le 18 mars 2023 dans une interview à Ouest-France qu'il « *refuse d'entendre que Marine Le Pen peut gagner* ». Le secrétaire national du PCF persiste dans le déni.

⁴ The Economist Group attribue chaque année un indice de démocratie pour 165 pays membres de l'ONU. Les démocraties sont devenues minoritaires. 95 pays sont qualifiés de "*démocraties hybrides*" (dictateur élu) ou de "*dictatures*". **Marie-Jean Sauret** dans L'Humanité du 23 avril 2023 sous le titre, « *Quelles extrêmes droites dans le monde ?* ». « *La démocratie en danger partout sur la planète* »

- En Allemagne, en revanche, l'AFD a subi un revers et est descendu à 11 % mais le parti d'extrême droite reste solidement implanté dans le paysage politique allemand.

Le cas de l'Ukraine qui postule avec bruit son intégration dans l'Union Européenne et dans l'OTAN, est emblématique. Le silence de l'UE sur la glorification institutionnelle des personnages historiques néo nazis est très préoccupant et s'inscrit dans une banalisation effrayante des idées d'extrême droite en Europe [5].

Cette note n'a pas pour objet d'analyser les causes communes multifactorielles de cette progression très inquiétante. J'en pointerai toutefois une qui s'inscrit dans notre analyse de la montée du Rassemblement National en France et des partis post fascistes en Europe : tous ces pays de l'Union Européenne sont sous la coupe des politiques néolibérales imposées par la Commission Européenne et les institutions financières internationales qui aggravent et instituent les inégalités sociales.

Je ferai l'impasse dans cette note sur la question de l'immigration qui est indiscutablement un facteur important de la progression de ces partis dans l'UE que l'on peut qualifier de « post fascistes » [6] ou « néofascistes » [7].

Le capital financier globalisé a changé de cheval [8]

Confronté à une crise persistante de la croissance et de ses profits amorcée à la fin des années 1970 et donc confronté à une crise systémique, le capitalisme néolibéral a besoin de pouvoirs politiques plus autoritaires, plus répressifs pour maintenir sa domination. La droite classique n'est plus utile au capital financier globalisé néolibéral. Elle représente même souvent un frein à sa domination absolue.

Le néolibéralisme porte en lui la guerre contre la démocratie comme la nuée porte l'orage

J'emprunte cette phrase illustre de Jean Jaurès prononcée lors d'un discours à la Chambre des députés [9], pour l'adapter au stade actuel du capitalisme, le néolibéralisme.

⁵ Cf. sur www.anarchoecolococo.fr, « *Ukraine. Une guerre annoncée. La guerre aurait pu être évitée. Pourquoi ne l'a-t-elle pas été ?* », rubrique « Le monde face à l'idée communiste », onglet Ukraine.

⁶ **Post fasciste** : **Philippe Corcuff** donne une définition claire de l'expression post fasciste : « *Je parle de « post-fascisme » pour me dissocier de deux tendances à l'œuvre dans les débats académiques et politiques sur les extrêmes droites, ceux qui parlent de « fascisme », en postulant une identité avec les fascismes européens des années 1920-1940, sans se préoccuper des transformations actuelles, et ceux qui parlent de « national-populisme », en oubliant les composantes fascistes. Dans « post-fascisme », « fascisme » pointe des continuités historiques et « post » des discontinuités actuelles.* »

⁷ **Néo fasciste** : Mouvements politiques déclarant trouver leur inspiration dans le fascisme italien, ou le contestant. C'est donc une appellation moins rigoureuse que celle de « post fasciste ».

⁸ Cf. analyse dans le blog www.anarchoecolococo.fr : « *La campagne électorale de Fabien Roussel, électoraliste et démagogique* » »

⁹ Phrase prononcée par **Jean Jaurès** lors d'un discours à la Chambre des députés le 7 mars 1895. Il s'exprime sur trois grands thèmes : la démocratisation de l'armée ; l'inanité d'une guerre de revanche contre l'Allemagne ; les liens entre capitalisme et guerre, et entre socialisme et paix.

Le néolibéralisme est souvent confondu avec une théorie de la non-intervention de l'Etat, de « *l'Etat minimal* ». On pourrait affirmer au contraire que le néolibéralisme fait de l'Etat l'agent protecteur garant d'une libre concurrence marchande sans obstacle, de sa promotion et de sa préservation.

La démocratie, et j'entends ici la démocratie bourgeoise c'est-à-dire pour l'essentiel la démocratie représentative et ses contre pouvoirs aussi maigres soient-ils, devient un problème dans la mise en œuvre du néolibéralisme, elle devient un obstacle au fonctionnement totalement libre du marché.

Le néolibéralisme s'attaque alors à toutes les forces et institutions démocratiques. C'est la phase dans laquelle se situe notre pays.

Le Consensus de Washington [10] inspiré de l'école de Chicago [11]

La première expérience de mise en œuvre d'une politique néolibérale autoritaire et répressive, et en l'occurrence meurtrière, a été menée sous la dictature de Pinochet au Chili (1973-1990) qui s'est entouré des « Chicago Boys » [12]. Deux autres de ses représentants emblématiques lui auront emboité le pas : Ronald Reagan et Margaret Thatcher durant les années 80 qui auront mis en œuvre les dogmes néolibéraux dans leur pays respectifs.

Les trois prix Nobel d'économie, les pères du néolibéralisme, Friedrich Hayek, Milton Friedman et James Buchanan se réunirent en 1981 à la Société du Mont Pèlerin [13] pour célébrer la dictature de Pinochet. Ils désignèrent ainsi le mode de gouvernement qui sied au néolibéralisme : la dictature.

Quarante ans plus tard le néolibéralisme progresse, s'installe dans les pays capitalistes occidentaux. Emmanuel Macron est un de ses fondés de pouvoir. Un grand nombre d'économies notamment dans les pays en voie de développement ont été soumises au dictat des Plans d'Ajustement Structurels [14] issus du Consensus de Washington. En Europe la Grèce en a fait terriblement les frais.

Le capitalisme néolibéral est en voie de devenir le modèle économique ultra dominant sur la planète. Partout il engendre régimes autoritaires et dictatures.

¹⁰ **Le consensus de Washington** est un corpus de mesures d'inspiration néolibérale concernant les moyens de relancer la croissance économique. Ce consensus s'est établi entre les grandes institutions financières internationales siégeant à Washington, La Banque Mondiale, Le Fonds Monétaire International et le département du Trésor étasunien. Le consensus de Washington est une confession de foi néolibérale.

¹¹ **L'École de Chicago** est une école de pensée économique appartenant à la vision néolibérale de l'économie. Elle se définit par une opposition au capitalisme keynésien mis en œuvre à la fin de la seconde guerre mondiale jusque dans les années 70.

¹² Le surnom de « **Chicago Boys** » désigne le groupe d'économistes chiliens formés à l'Université de Chicago, disciples de son fondateur **Milton Friedman** qui prône une réduction drastique du rôle de l'État dans l'économie qui doit être entièrement laissée au « marché libre ».

¹³ **Société du Mont Pèlerin**, cf. <https://fr.wikipedia.org/>

¹⁴ **Plans d'Ajustement Structurels**, le FMI conditionne ses aides à la mise en place de réformes de caractère néo libéral comme la privatisation des services publics, la marchandisation des biens communs, la dérégulation de l'économie et des institutions financières, l'ouverture au libre marché mondial. Les P.A.S. ont plongé les populations de ces pays dans une pauvreté structurelle extrême dans laquelle ils restent emmurés.

Pression du capital financier sur Emmanuel Macron

La baisse de la notation de la France de « AA » à « AA - »

L'agence de notation Fitch [15] a décidé de rétrograder la note française de « AA » à « AA - ». Le message est clair, l'agence Fitch émet en direction des marchés une appréciation négative quant aux perspectives de croissance de la France et de sa trajectoire de dette. L'avertissement n'est pas moins clair : si les mesures néolibérales ne sont pas mises en œuvre la note de la France baissera encore et elle rencontrera alors des difficultés à se financer sur les marchés avec des taux d'intérêt majorés.

Un précédent européen : la Grèce mise à genoux par la finance internationale

Les dégradations successives de la note de la dette grecque par les agences de notations avaient abouti à la menace des créanciers de ne plus verser d'argent à la Grèce. Le nœud gordien des marchés financiers s'était glissé autour du coup de la Grèce. Malgré le référendum en 2015 confirmant l'opposition totale des Grecs aux exigences des créanciers, son président, Alexis Tsipras, céda à leurs menaces. Il semblerait, au vu des derniers résultats électoraux, que les Grecs s'en souviennent.

Mise à genoux, la Grèce a dû passer sous les fourches caudines de la troïka FMI, Banque mondiale, Union Européenne. Le plan d'ajustement structurel imposé à la Grèce entraîna une explosion de la pauvreté pour une grande partie du peuple, une précarisation massive des emplois et la vente par appartement du pays aux intérêts financiers internationaux.

Certes la France n'est pas la Grèce, mais le processus menaçant est engagé. Le gouvernement français et Emmanuel Macron sont prévenus. [16]

Au cas où ces derniers n'auraient pas bien compris la leçon, le MEDEF par la voix de son patron met les points sur les « i ».

Le patronat français : « l'extrême droite, un risque nécessaire »

Le lundi 27 mars 2023, Geoffroy Roux de Bézieux le président du MEDEF était l'invité de la matinale de France Info.

Les journalistes Salhia Brakhlia et Marc Fauvelle l'interrogent sur la progression du Rassemblement National dans les sondages. L'échange [17] :
Salhia Brakhlia :

¹⁵ **Agence Fitch**, agence de notation. Le rôle des agences de notation est de mesurer le risque de non remboursement des dettes que présente l'emprunteur, en occurrence l'Etat français. Lorsque la note baisse cela indique, suivant son niveau, les risques encourus pour les créanciers. Ces notes vont de « AAA » risque nul pour le créancier, à « D » l'emprunteur est en faillite. « AA - » se situe entre « émetteur fiable » et « risque faible pour le créancier ». La baisse de notation de la France est une alerte lancée aux créanciers.

¹⁶ **Yanis Varoufakis** Le ministre des finances de la Grèce a prédit, en août 2015, le même sort à la France : *"la Grèce n'est qu'un pion, et ce dont j'ai peur, c'est que ce qui se passe en Grèce va se reproduire ici un jour à Paris, en France"*. Sa prédiction serait-elle voie de réalisation ? https://www.francetvinfo.fr/monde/grece/video-varoufakis-redoute-que-la-france-ne-connaisse-un-jour-la-situation-de-la-grece_1052355.html

¹⁷ Le lien de la vidéo : <https://linsoumission.fr/2023/03/28/alliance-rn-medef/>

- « un sondage paru hier dans le JDD indique que c'est le RN qui profiterait de la situation en progressant de 7 points, ça vous étonne ? »

Geoffroy Roux de Bézieux :

- « non, gouverner c'est prendre des risques, l'alternative c'est ne rien faire, or il y a une montagne de dettes »

Marc Fauvelle:

- « Tant pis si Marine Le Pen arrive au pouvoir ? »

Geoffroy Roux de Bézieux :

- « Je ne dis pas ça »

Salhia Brakhlia :

- « Alors c'est un risque à prendre ? »

Geoffroy Roux de Bézieux :

- « C'est un risque nécessaire »

Geoffroy Roux de Bézieux met en garde Macron

Le patron des patrons, en déclarant dans ce média public de grande écoute que « l'extrême droite est un risque nécessaire » fait pression sur le président français pour qu'il mette en œuvre sans faiblir et jusqu'au bout toutes les mesures néolibérales projetées sinon, prévient-il, nous opterons pour l'extrême droite.

Selon le patron des patrons leur fondé de pouvoir ne doit pas faillir dans sa tâche. Geoffroy Roux de Bézieux ne va pas encore jusqu'à se réjouir que cette politique puisse permettre à l'extrême droite de prendre le pouvoir, mais en déclarant que c'est « un risque nécessaire à prendre » le patronat français contribue à la banalisation de l'extrême droite au pouvoir.

Emmanuel Macron en grande difficulté

L'Assemblée nationale : un obstacle majeur pour Macron

Comme chacun le sait, le président de la république et son gouvernement n'ont pas de majorité absolue à l'assemblée nationale. Il va donc lui falloir obtenir une majorité parlementaire pour faire passer ses projets de loi ou les propositions de lois de son groupe Renaissance durant ces quatre prochaines années.

Loi sur les retraites l'étape décisive du 8 juin 2023 [18]

Les députés LIOT ont déposé une proposition de loi visant à abroger la réforme des retraites adoptée par un 49.3. Il devrait être présenté le 8 juin 2023 dans le cadre de la niche parlementaire du groupe. La NUPES ayant annoncé qu'elle votera le 8 juin la proposition de loi, le Rassemblement National ayant également annoncé un vote positif, le vote du groupe LR sera décisif pour son adoption.

18 Proposition de loi N° 1165 d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans, https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/textes/l16b1165_proposition-loi#

Le président du groupe Les Républicains (LR) à l'Assemblée nationale, Oliver Marleix, et le président LR Eric Ciotti affirment d'une même voix que leur groupe ne votera pas l'abrogation de la loi, mais Aurélien Pradié, qui fut vice-président du parti LR puis écarté de ce poste par Éric Ciotti en raison, précisément, de son opposition à la loi sur les retraites, déclare dans une tribune qu'il votera son abrogation le 8 juin. Il n'est pas acquis que les 9 voix qui ont manqué à la motion de censure déposée par la NUPES le 20 mars manqueront cette fois pour l'abrogation de la loi sur les retraites. D'où la panique qui s'empare des rangs de la majorité gouvernementale.

Proposition de loi LIOT déclarée « anticonstitutionnelle », Emmanuel Macron « allume le bâton de dynamite »

« La proposition de loi LIOT est anticonstitutionnelle »

Le gouvernement panique. Il craint par dessus tout le vote à l'Assemblée nationale de la proposition de loi du groupe LIOT le 8 juin. Le président de la République, la première ministre, la présidente du groupe Renaissance et autres député de la majorité se répandent sur les ondes avec les mêmes éléments de langage : « *la proposition de loi LIOT est anticonstitutionnelle* » et d'égrener tous les obstacles qu'ils vont dresser pour empêcher que cette proposition de loi parvienne jusqu'au vote le 8 juin. La majorité présidentielle manœuvre pour tenter d'échapper à un vote à l'Assemblée nationale.

Le parcours du combattant de la proposition de loi LIOT

La proposition de loi LIOT a franchi la première étape de la procédure, elle a été déclarée recevable par le bureau de l'Assemblée nationale, présidé par une députée de la majorité - relative - présidentielle, ce qui a mis le gouvernement en fureur. Aussi a-t-il décidé de reprendre en main le parcours législatif de la proposition de loi LIOT soutenue par la NUPES.

Commission des finances

La prochaine échéance est fixée au 31 mai, date à laquelle les députés examineront le texte en commission des Finances. La première ministre décide déjà d'une « irrecevabilité financière » de la proposition de loi [19].

Celle-ci est présidée par le député NUPES-Insoumis Eric Coquerel. Le gouvernement essaie alors de détourner le règlement et la pratique jurisprudentielle de l'Assemblée Nationale en remettant la décision au rapporteur de la loi.

La première ministre s'arroge les compétences du Conseil constitutionnel et de la commission des finances.

En décidant que la proposition de loi est « anticonstitutionnelle », et qu'elle est « irrecevable financièrement », la première ministre s'arroge sans hésiter deux prérogatives qui ne lui reviennent pas. C'est au seul Conseil constitutionnel de décider sur la loi est « anticonstitutionnelle », et à la commission des finances de l'Assemblée nationale une éventuelle « irrecevabilité financière ».

¹⁹ **Article 40** : « Les propositions et amendements formulés par les membres du Parlement ne sont pas recevables lorsque leur adoption aurait pour conséquence soit une diminution des ressources publiques, soit la création ou l'aggravation d'une charge publique. »

Après le vote par l'Assemblée nationale, navette de la proposition de loi vers le Sénat

Si la proposition de loi du groupe LIOT ^[20] est votée par l'Assemblée nationale, elle sera ensuite examinée au Sénat. Celui-ci est dominé par des élus LR favorables au report de l'âge légal de la retraite à 64 ans. Elle sera donc rejetée. La proposition de loi devrait alors être alors être examinée en commission mixte paritaire ^[21].

Commission mixte paritaire

En cas de désaccord entre l'Assemblée nationale et le Sénat sur un projet ou une proposition de loi une commission mixte paritaire (CMP) composée de sept députés et sept sénateurs peut être réunie à l'initiative du Premier ministre, ou à celle des présidents des deux assemblées. En cas d'échec d'accord à la CMP, le dernier mot est donné à l'Assemblée nationale.

Elisabeth Borne annonce qu'elle refusera de réunir la CMP !

Elisabeth Borne a annoncé qu'elle utiliserait sa prérogative de ne pas réunir la Commission Mixte paritaire. Un député de la majorité – relative – présidentielle renchérit :

« On peut avoir 10, 20, 30, 50, 60, 1 000 lectures [du texte dans le cadre de la navette parlementaire – Assemblée - Sénat], il n'y aura pas de commission mixte paritaire convoquée ».

L'assemblée nationale n'aurait alors pas le dernier mot. La proposition de loi resterait en suspens !

Le pays se trouverait face à un vide réglementaire et constitutionnel très périlleux qui pourrait ouvrir la voie à toutes les aventures.

Le député Bertrand Plancher dépositaire de la loi à l'Assemblée nationale, a déclaré :

« Si, pour ne pas passer un texte de loi, on s'en prend à nos fondements démocratiques, c'est-à-dire un Parlement qui est en incapacité de légiférer, je peux vous dire qu'on allume le bâton de dynamite » ^[22].

Cet acharnement anti démocratique porte un qualificatif : « coup d'Etat institutionnel » qui consiste ici en un renversement du pouvoir démocratique du peuple.

Contre la proposition loi LIOT : un coup d'Etat institutionnel du gouvernement

Qualifier de « Coup d'Etat institutionnel » l'acharnement du gouvernement contre le rejet populaire massif depuis plusieurs mois du report de l'âge légal du départ en retraite à 64 ans, les refus successifs de vote de la loi par la représentation nationale, son adoption par le 49.3, ne relève pas de l'excès de langage, mais d'une réalité de déni démocratique réitéré, assumé et très inquiétant.

²⁰ **LIOT** : groupe Libertés, Indépendants, Outre-mer et Territoires à l'assemblée nationale créé le 28 juin 2022. Il compte 20 membres.

²¹ La **commission mixte paritaire (CMP)** est, dans le processus législatif français, une commission composée de sept députés et sept sénateurs,

²² **Bertrand Plancher**, <https://www.publicsenat.fr/actualites/institutions/retraites-refuser-l'examen-de-la-proposition-de-loi-dabrogation-reviendrait-a-allumer-le-baton-de-dynamite-selon-bertrand-pancher>

Déjà deux revers à l'Assemblée nationale pour Macron et le gouvernement

Deux propositions de lois déposées par le groupe communiste dans le cadre de sa niche parlementaire ont été votées le 4 mai 2023 contre l'avis du gouvernement.

L'une pour « protéger EDF d'un démembrement » et qui contraint le gouvernement à élargir le nombre d'entreprises et de collectivités bénéficiaires de tarifs réglementés de l'électricité. Une seconde qui abroge l'obligation vaccinale contre la CoViD-19 [23] dans les secteurs médicaux, paramédicaux et d'aide à la personne et visant à la réintégration des professionnels et étudiants suspendus le 4 mai 2023.

Ces deux revers majeurs pourraient en annoncer d'autres. Le gouvernement panique.

Les prochains votes de la droite au Parlement : décisifs

La droite classique est profondément divisée sur l'opportunité de servir de « béquille » à Macron et son gouvernement. Si les projets de loi ne trouvent plus de majorité à l'Assemblée nationale il semblera difficile de ne pas la dissoudre et ne pas organiser de nouvelles élections législatives.

Il manque 44 voix à Emmanuel Macron et à son gouvernement pour obtenir la majorité nécessaire pour l'adoption de ses projets de lois, (ou des propositions de lois de son groupe) à l'Assemblée nationale [24].

La motion de censure déposée le 17 mars 2023 par le groupe LIOT a été rejetée à 9 voix près. Le boulet n'est pas passé loin. 19 députés LR (sur 62) l'ont votée !

Le vote le 8 juin du groupe LR sera un indicateur important pour les votes des projets de lois à venir. Si une partie majoritaire de la droite LR faisait régulièrement défaut à Emmanuel Macron dans les prochains votes à l'Assemblée nationale, celui-ci ne pouvant plus obtenir la majorité à l'Assemblée nationale, sa capacité à gouverner se trouverait réellement menacée. La dissolution de l'Assemblée nationale s'avérerait inévitable.

La question se poserait alors : pour quelle alternance politique ?

Dans l'état actuel du rapport de forces politique dans notre pays, l'accès de l'extrême droite avec l'apport de la droite extrême apparaît avec certitude.

La droite force supplétive du Rassemblement National

D'Eric Ciotti à Laurent Wauquiez en passant par Bruno Retailleau et Olivier Marleix

Eric Ciotti avait publiquement affirmé son désaccord avec l'appel de Valérie Pécresse à voter pour Emmanuel Macron au second tour des présidentielles en 2022 :

« Les Français sont libres, mais personnellement je ne voterai pas pour Emmanuel Macron », en précisant sur les dissensions dans son parti : « Il y aura des différences. Mais moi j'ai toujours eu les mêmes positions, la même constance. », avec cette affirmation lourde de sens : « je récuse ces termes [de barrage] qui sont classiques et que les Français ne supportent plus. » [25].

²³ Cf. sur www.anarchoecolococo.fr les quatre articles sous la rubrique « La pandémie de la CoViD-19 ».

²⁴ Avec 245 sièges obtenus à l'issue du deuxième tour des élections législatives, l'alliance Ensemble constituée de trois partis politiques : Renaissance (ex LERM), MoDem de François Bayrou et Horizons d'Édouard Philippe. n'obtient pas la majorité absolue fixée à 289 députés.

²⁵ Eric Ciotti sur TF1 le 10 avril

Devenu président du parti LR, Eric Ciotti a modifié sa tactique pour conserver un minimum d'unité dans son parti. Avec une assez faible majorité de son groupe à l'Assemblée nationale il s'est refusé à voter la motion de censure déposée par le groupe LIOT qui aurait risqué d'entraîner une dissolution de l'Assemblée nationale. Cela voudrait-il dire qu'Eric Ciotti aurait changé sur le fond ? Je ne le pense pas.

De son côté, Bruno Retailleau le président du groupe LR au Sénat, ne cesse de fustiger « le gouvernement des juges » :

« Au cours des dernières décennies s'est mise en œuvre une révolution juridique silencieuse. Le pouvoir n'est plus entre les mains du Parlement, mais entre celles des cours suprêmes : Conseil constitutionnel, Cour européenne des droits de l'homme... Si nous ne modifions pas la Constitution, nous aurons beau voter des lois au Parlement, elles seraient aussitôt contredites par ce gouvernement des juges. »

Et de faire lui aussi la course derrière les idées nauséabondes de l'extrême droite, avec la proposition d'élever au rang constitutionnel l'obligation d'assimilation des étrangers vivant sur le sol français (les seuls non-européens bien sûr) c'est à dire à l'abandon par ceux-ci de leur culture [26].

Eric Ciotti n'a cessé de répéter ces derniers mois que Laurent Wauquiez serait le candidat LR aux prochaines élections présidentielles en 2027. Ce dernier restait toutefois totalement silencieux jusqu'à son interview dans le journal Le Point qui confirme et dessine le profil d'une alliance droite-extrême (LR) / extrême-droite (RN) au second tour des élections présidentielles ce qui conforterait voire assurerait la victoire de Marine Le Pen puis du RN aux élections législatives.

Laurent Wauquiez dévoile son programme pour les présidentielles : plus extrême que celui de l'extrême droite !

Laurent Wauquiez a choisi le journal réactionnaire Le Point pour annoncer dans une très longue interview sa candidature à l'élection présidentielle [27]. Il y présente les grands axes de son programme pour 2027.

Sans surprise son programme se situe à la droite de la droite classique, excepté dans le domaine essentiel des institutions de la République pour lesquelles il exprime des choix que l'extrême droite elle-même n'a pas encore osé franchir. Laurent Wauquiez annonce.

« moi président ... je supprimerai » :
« ... la quasi totalité des autorités publiques indépendantes monstres juridiques ... petites royautes » [28]. Il en précise quelques-unes :

- « La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL),
- l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES),

²⁶ Bruno Retailleau, Olivier Marleix, Eric Ciotti annoncent leur programme sur l'immigration, <https://www.lejdd.fr/politique/exclusif-immigration-eric-ciotti-olivier-marleix-et-bruno-retailleau-devoient-le-projet-des-lr-135954>

²⁷ « Wauquiez, moi président ... » Le Point du jeudi 11 mai 2023, pages 30 à 39.

²⁸ La loi du 20 janvier 2017 fixe la liste des 24 autorités indépendantes : 17 autorités administratives indépendantes et 7 autorités publiques indépendantes. <https://www.vie-publique.fr/fiches/20238-queles-sont-les-differentes-aai-et-api>

- *L'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (ARCOM)* [29]. »

Il ne s'arrête pas aux autorités publiques indépendances, il ajoute dans ses exemples trois autres institutions à supprimer (ou quasi supprimer) qui structurent la République et étonnamment une institution européenne pour laquelle on se demande bien comment il ferait pour la supprimer, il veut sans doute dire, en retirer la France ?

« *moi président ... je supprimerai* » :

« *Les cours suprêmes qui organisent un coup d'Etat ... en s'arrogeant le pouvoir d'écarter la loi* ». Et il en cite quatre :

- la Cour de cassation,
- le Conseil d'Etat,
- la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH) [30] et, en partie précise-t-il,
- le Conseil Constitutionnel.

Laurent Wauquiez annonce donc que président de la République française il supprimera les contre-pouvoirs institutionnels pour permettre au président de la République de gouverner comme il l'entend, « sans obstacle » et « sans « coup d'Etat » permanent des institutions et autorités publiques indépendantes.

Cette très longue interview qui pousse jusqu'au bout la logique néolibérale d'Emmanuel Macron, faire de la France une démocratie illibérale [31], mériterait une analyse exhaustive mais ce n'est pas l'objet de cet article.

On notera toutefois que les démocraties illibérales ont toutes l'obsession de la suppression des contre-pouvoirs. Ces pays ne peuvent pas être formellement qualifiées de « dictatures », leur gouvernements sont portés au pouvoir par les électeurs, mais ces démocraties illibérales instaurent des autocraties [32] qui évoluent le plus souvent vers un despotisme qui leur devient rapidement nécessaire pour conserver le pouvoir [33]. Les exemples se multiplient dans le monde. Israël engagé dans un processus de stérilisation de sa Cour suprême vient de s'y ajouter.

L'élection du président de la République au suffrage universel en France doit être supprimée

L'élection du président de la République au suffrage universel en France qui lui permet de se réclamer d'une légitimité populaire plus large que les élus au Parlement, cas unique pour le plus grands pays de l'Union Européenne, est particulièrement menacée par ce glissement illibéral à tendance despotique. On le mesure très concrètement avec ce second mandat

²⁹ L'**ARCOM** résulte de la fusion le 1^{er} janvier 2022 du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) et de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet (Hadopi).

³⁰ La **Cour européenne des droits de l'homme (CEDH)** est une juridiction internationale instituée en 1959 par le Conseil de l'Europe. Elle a pour mission d'assurer le respect des engagements souscrits par les États signataires de la Convention européenne des droits de l'homme. Elle siège à Strasbourg. Les 46 pays du Conseil de l'Europe en sont membres. La France avec « *Wauquiez, moi président* » en sortirait !

³¹ Cf. la lettre ouverte sur ce sujet à **Anne Chemin** journaliste au Monde sur ce blog [Lettre à Anne Chemin sur son article « là où s'abîme la démocratie »](https://alaindubourg.wixsite.com/lettre-a-anne-chemin) (alaindubourg.wixsite.com)

³² **Autocratie** : régime politique où un seul individu détient le pouvoir.

³³ **Despotisme** : forme de gouvernement où tous les pouvoirs sont rassemblés dans les mains d'un seul homme (autocratie), qui s'appuie sur la répression policière et la terreur pour se maintenir au pouvoir.

d'Emmanuel Macron qui renforce d'une manière spectaculaire ses recours à la police et à une justice répressive pour gouverner.

La suppression de cette élection antidémocratique, tombeau de la démocratie, doit être une priorité. C'est la proposition d'une VIème République avec l'élection d'une assemblée constituante chargée de proposer une nouvelle Constitution.

Certes la suppression de l'élection du président de la République au suffrage universel n'instaurera pas à elle seule une réelle démocratie dans notre pays. Mais elle est indispensable pour progresser vers cet objectif.

Emmanuel Macron est en grande difficulté. Son parti Renaissance part à la dérive. Les Républicains sont divisés. La NUPES ne parvient pas à briser le plafond de verre qui l'empêche d'envisager l'accès au pouvoir en 2027. Marine Le Pen, quant à elle, pourrait selon les sondages unanimes remporter l'élection présidentielle au second tour, mais pour parvenir au gouvernement lui faudra passer des alliances pour les élections législatives qui suivront l'élection présidentielle en 2027. Laurent Wauquiez trace cette perspective de stratégie d'alliance avec le RN.

De son côté, à l'instar de Ciotti / Wauquiez, le secrétaire national du PCF Fabien Roussel fait lui aussi la course derrière les idées nauséabondes de l'extrême droite.

Il est très inquiétant que le Parti communiste français laisse son secrétaire national s'aventurer sur ce terrain identitaire dangereux. Si l'objectif est de gagner des voix de l'extrême droite, c'est une tactique électoraliste vouée à l'échec.

Périlleuse ligne politique du PCF

Pour ne prendre que trois exemples (deux dizaines sont énumérées dans trois textes précédents) ^[34] :

1. Le secrétaire national du PCF reprend depuis deux ans ad nauseam des thèmes de l'extrême droite avec l'argument que cela fera revenir les électeurs au PCF. Cette tactique électoraliste de surcroît totalement erronée, conforte au contraire les idées de l'extrême droite. Qu'entend-on dans nos villages : « *Marine Le Pen a raison, même le Parti Communiste le dit* ».
2. Le secrétaire national du PCF a délibérément empêché que le second tour des élections présidentielles se déroule entre Jean-Luc Mélenchon et Emmanuel Macron. Il lui a préféré Marine Le Pen, puis a appelé à voter Macron. Tactique suicidaire que le parti communiste risquerait de payer cher dans les prochaines élections.

³⁴ Cf. les deux textes : « *La campagne électorale de Fabien Roussel* », et « *39ième congrès du parti communiste français. En congé de parti* », sur www.anarchoecolococo.fr (rubrique Europe, onglet France).

3. Le secrétaire national PCF est allé jusqu'à écrire un ouvrage avec l'infect Raphaël Enthoven ^[35] qui, quelques mois auparavant, avait défrayé la chronique en déclarant qu'il voterait Marine Le Pen si Mélenchon lui était opposé au second tour ^[36].

Si le Parti Communiste Français ne procède pas à un profond aggiornamento de cette ligne politique aventurière, il partagerait la responsabilité de la venue de la droite extrême/extrême droite au pouvoir. Le PCF ouvrirait une page sombre de son histoire par ailleurs semée de moments lucides et glorieux. Quelques autres un peu moins, il est vrai.

Le Parti Communiste Français doit retrouver de toute urgence ses valeurs communistes fondatrices.

Fabien Roussel de la popularité médiatique à l'exécution

L'attaque par des black blocs du stand du PCF à la manifestation du 1er mai est totalement inacceptable ^[37]. Des feux d'artifices et des tirs de mortier ont été lancés contre les militants communistes. Deux d'entre eux ont dû être dirigés aux urgences. Ian Brossat porte-parole du PCF a été brûlé à la main. Fabien Roussel aurait été exfiltré ? ^[38].

Si cette attaque est d'une extrême gravité, il convient en revanche de s'interroger sur la signification des slogans criés : « *Non Roussel n'est pas un camarade* » et de « *Tout le monde déteste Fabien Roussel* » ^[39].

Fabien Roussel se vante d'être l'homme de gauche le plus populaire. Avec mes camarades du PCF dans mon département des Hautes Pyrénées nous pouvons en effet témoigner que sur nos territoires ruraux beaucoup de personnes apprécient Fabien Roussel et nous le disent abondamment. Mais les raisons de ces élans de sympathie s'appuient sur les buzz identitaires du secrétaire national du PCF et ne sont pas très agréables à entendre pour un communiste. La section PCF de Maubourguet Castelnau Rivière-Basse a adressé une lettre ouverte à Fabien Roussel pour l'enjoindre de cesser cette pratique détestable de buzz indignes.

Le secrétaire national du PCF ne peut espérer que sa reprise obsessionnelle des thèmes de l'extrême droite ne lui apporte aucun désagrément venu de militants d'extrême gauche. Il en avait déjà récemment fait les frais lors d'une manifestation régionale cette fois vilipendé par des militants LFI.

³⁵ Etrange livre d'entretiens de **Raphaël Enthoven** avec **Fabien Roussel** alors candidat à l'élection présidentielle. L'ouvrage est paru le 16 mars 2022 dans la maison d'édition réactionnaire de L'Observatoire, dans le but de donner une dernière impulsion à sa campagne.

³⁶ [sur Twitter le 7 juin 2021](#)

³⁷ Les idées fausses sur les Black Blocs font florès. Pour en avoir une idée rigoureuse trois références : cf. **Francis Dupuis-Déri**, « *Les black blocs. La liberté et l'égalité se manifestent* », ed. Lux 2019, **Camille Svilarich**, « *Black bloc. Histoire d'un tactique* », ed. Excès 2022, et **Thierry Vincent**, « *Dans la tête des black blocs* », ed. de l'Observatoire 2022.

³⁸ <https://www.ladepeche.fr/2023/05/02/manifestations-du-1er-mai-tout-le-monde-deteste-fabien-roussel-le-stand-communiste-attaque-au-mortier-par-des-black-blocs-a-paris-11170878.php>, <http://www.communcommune.com/2023/05/a-paris-le-stand-pcf-a-la-manifestation-du-1er-mai-attaque-par-des-blacks-blocs-fabien-roussel-exfiltre-deux-militants-blesses-dont-un-hospitalise.html>, <https://www.humanite.fr/social-eco/1er-mai/1er-mai-le-mouvement-social-ne-tourne-pas-la-page-793262>

³⁹ Ce slogan fait référence à « Tout le monde déteste la police »

Pour dénoncer l'agression des Black blocs le 1^{er} mai, le PCF a cru opportun de ressortir une affiche de mai 68 qui désignerait clairement les auteurs :



Fabien Roussel interrogé sur la réédition de cette affiche par le PCF, a répondu :

« *Oui, mais ce n'était pas le même contexte* »,

A la question du journaliste « *mais alors pourquoi l'avez rééditée ?* » Réponse :

« *Cette affiche démontre que le Parti Communiste a toujours combattu la violence* » [40].

L'exhumation inopportune de cette affiche adoubée par le secrétaire national du PCF n'est pas de nature à mettre de l'huile dans les relations au sein de la NUPES.

Une mortifère banalisation de l'extrême droite

La banalisation des thèmes de l'extrême droite par des partis institutionnels de gauche et de droite, par le patronat français met du carburant dans le moteur du Rassemblement National et ne peut que lui donner le dernier coup de pouce pour son accession au pouvoir en 2027 et peut-être avant ? Irrresponsable.

Si toute banalisation de l'extrême droite se rend complice de son éventuelle accession au pouvoir en France sa simple diabolisation est devenue inopérante, si elle l'a jamais été, car non entendue par la population, voire rejetée.

La cause fondamentale de la progression de l'extrême droite en France en Europe et dans le monde se situe dans les politiques néolibérales qui engendrent systématiquement des inégalités exponentielles.

Pour se débarrasser des extrêmes droites post fascistes il faut d'abord, et en même temps, se débarrasser du capitalisme néolibéral qui l'enfante.

La seule alternative est de promouvoir l'idée communiste. Certes sa perspective n'est pas imminente. Le chemin de luttes sera long et l'humanité passera sans doute par des moments très difficiles.

Alain Dubourg
Maubourguet le 22 mai 2023

⁴⁰ Vidéo fabien Roussel à France Info le 3 mai, <https://www.youtube.com/watch?v=8nfQ8lr8VhM>